

# le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 9 - avril 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB  
1 an : 2 F ; 20 FB

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

## LE BULLETIN DE VOTE N'EST PAS UNE ARME POUR LES OUVRIERS

"Le vote dans le cadre du parlementarisme bourgeois, avec ses institutions et ses coutumes, fait partie de l'appareil de l'Etat bourgeois, qui doit être vaincu et brisé de haut en bas pour réaliser la dictature du prolétariat, pour passer de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne... Ce n'est pas par des votes mais par la guerre civile que se tranchent toutes les questions politiques sérieuses à l'heure où l'histoire a mis à l'ordre du jour la dictature du prolétariat."

(LENINE - Les tâches de la III<sup>e</sup> Internationale.)

"Tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses."

(LENINE - Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat)

## DANS CE NUMERO

- Le bulletin de vote n'est pas une arme pour les ouvriers
- Briser le "blocage des salaires", c'est d'abord briser la collaboration de classe des syndicats
- Lettre de Belgique: Encore des victimes de la prochaine guerre impérialiste
- Le passeport de travail en URSS
- La "déstalinisation de l'économie"
- Les chinoiseries de la "Gauche" française
- Les falsificateurs

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

## programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB  
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F  
de soutien 20 F

Correspondance :  
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert  
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

Ces citations sont claires. Non seulement les élections et l'activité parlementaire n'ont jamais servi à l'émancipation de la classe ouvrière, mais encore leur rôle essentiel est de dissimuler la dictature de la classe bourgeoise. Il est courant d'entendre dire que seuls des anarchistes peuvent être opposés au parlementarisme: ce mensonge est l'oeuvre des renégats socialistes qui ont depuis bien longtemps abandonné la lutte de classe pour la collaboration avec les partis bourgeois; et aujourd'hui les "communistes" dégénérés du parti de Thorez le propagent à leur tour. Lénine, en son temps, luttait déjà contre de telles falsifications. Et de fait, les marxistes révolutionnaires ne veulent pas "conquérir la majorité parlementaire", mais détruire l'Etat bourgeois et son parlement pour ériger la dictature du prolétariat.

Il est bien vrai que la III<sup>e</sup> Internationale accepta d'envoyer des députés communistes au parlement bourgeois: elle espérait que les idées révolutionnaires en seraient plus vite diffusées dans la masse ouvrière. Ce fut là une erreur que l'histoire devait faire chèrement payer au prolétariat par la suite. Mais en dépit de cette erreur, Lénine n'a jamais pensé que la présence de communistes au parlement pouvait modifier en quoi que ce soit la nature des rapports sociaux. Selon Lénine, les communistes devaient se servir du Parlement comme d'une tribune de propagande pour dénoncer les méfaits du capitalisme. Il déclarait hautement que les députés communistes devaient saboter l'activité parlementaire et tenter de paralyser la gestion politique de l'Etat bourgeois. C'était tout autre chose, on le voit, que d'y poursuivre une "oeuvre constructive", comme le font ou veulent le faire les "communistes" dégénérés d'aujourd'hui qui ont toujours quelque loi "juste" à voter ou quelque gouvernement "progressiste" à soutenir.

Du Front populaire de 1936, qui trahit ses promesses et ruina en deux dévaluations successives les augmentations consenties aux ouvriers mais les prépara patriotiquement à la guerre, au tripartisme de 1945 qui, plus cynique, leur imposa de "produire avant de revendiquer"; du Front républicain de 1956, qui promit la paix en Algérie et y fit la guerre, au vote des pleins pouvoirs à Mollet par les hommes de Thorez, les ouvriers ont pu se convaincre de ce fait indiscutable: tout gouvernement "de gauche" est impuissant à faire servir l'Etat bourgeois à autre chose qu'à la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Ce qui était vrai du parlement d'autrefois, qui avait encore quelque apparence de rôle, l'est cent fois plus de l'actuel parlement-croupion. Ce qui est valable pour les élections législatives l'est encore davantage pour les médiocres compétitions à l'échelle du canton ou de la commune. Une fois encore on a voté et le parti de Thorez s'est vanté d'une grande victoire. Selon L'Humanité, les élections cantonales ont montré "la puissance du mouvement démocratique qui se développe dans tout le pays". En vérité, elles ont surtout montré que la dispute sordide entre partis d'opposition est d'autant plus âpre que le parti au pouvoir fait main basse sur tous les postes et sinécures. En vue de la problématique succession au gaullisme, tous ces partis se hâtent de prendre rang: "renouveau de la démocratie" leur propose l'innarrable P.C.F. "En place pour la future curée!", tel est leur seul vrai mot d'ordre. Mais les "communistes" n'en continuent pas moins leurs propositions d'union: "un nombre important de socialistes, radi-

caux et autres démocrates - disent-ils - ont été élus grâce aux voix communistes". Ce qui, selon eux, prouve "l'efficacité des ententes entre partis démocratiques", à la condition toutefois qu'on réalise "l'union sans exclusive". Traduit en langage clair, voilà ce que cela donne: "Faites-nous une petite place, Messieurs les ruffians de la jungle démocratique, et nous vous garantissons les voix des prolos conscients et organisés: ils compenseront quelque peu, en votre faveur, la défaillance de votre électorat habituel".

Voilà où est tombé le "grand parti de la classe ouvrière"! Il n'est plus que le maquereau des votes ouvriers. Quant au "programme établi en commun" sur lequel le P.C.F. voudrait voir les "autres démocrates" s'engager, on en reparlera. Même pour un programme-bidon "répondant aux besoins du peuple", ces distingués messieurs se soucient peu de se lier les mains, ne craignant guère "l'intransigeance" d'un allié électoral qui n'ose même plus parler de renverser le gaullisme, mais propose poliment de lui substituer une "véritable démocratie".

Puisse ce petit avant-goût servir d'expérience aux prolétaires. Il se peut qu'un jour ou l'autre le gaullisme soit contraint de passer la main. Mais il le fera uniquement parce que la crise économique et sociale frappera à la porte et parce que le capital sait bien que, pour faire "retrousser les manches", "produire avant de revendiquer" et sacrifier l'intérêt du prolétariat à celui de la nation, ses larbins de gauche, "communistes" dégénérés et "autres démocrates", sont irremplaçables.

---

"Les Parlements bourgeois constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des Républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie: elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les Soviets de députés ouvriers.

Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée."

(Thèses sur LE PARTI COMMUNISTE ET LE PARLEMENTARISME, adoptées au second congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE en 1920)

---

## "Briser le blocage des salaires", c'est d'abord

Les attaques gouvernementales contre le niveau de vie des salariés ont secoué l'apathie découragée qu'engendrent les manoeuvres temporisatrices des syndicats. Réveil timide et mesuré, sans doute, mais qui a tout de même contraint les organisations syndicales à modifier quelque peu leur chère routine des grèves partielles ou tournantes et à mettre en branle tous à la fois, mais pour 24 heures seulement, le 18 mars, les cheminots et les postiers, les mineurs et les métallos, ceux de l'EDF et les enseignants.

Selon L'Humanité, cette grève a exprimé une volonté unanime de "briser le blocage des salaires" et "créé des conditions plus favorables à la mobilisation des forces de la classe ouvrière". Ainsi la pirouette est faite: le moment n'est plus aux grèves partielles que les dirigeants de la C.G.T. célébraient, il n'y a pas si longtemps, comme le dernier mot de la lutte ouvrière, mais à la "mobilisation" des forces ouvrières. Soit ! Mais dans quel sens et à l'aide de quels moyens ? A cette question, la commission exécutive de la C.G.T. a déjà répondu. Elle "considère, au lendemain de ce grand mouvement, que l'orientation qu'elle a déterminée vient d'être ratifiée par les travailleurs". C'est clair: la C.G.T. "considère" que l'agitation présente s'inscrit dans sa perspective de "démocratie véritable", "d'union avec les classes moyennes", de "programme commun" avec les "gérants loyaux du capitalisme". Même en plein sursaut de la classe ouvrière elle entend renforcer l'illusion selon laquelle il est possible d'obtenir des améliorations solides, durables, définitives dans le cadre des rapports de production capitalistes, l'illusion selon laquelle on peut concilier les intérêts des salariés et ceux des classes qui ont partie liée avec le capital. Elle fait croire qu'il suffit de battre le gaullisme pour contenter à la fois l'exploité et le patron qui l'exploite (pourvu que celui-ci soit "une victime des monopoles") et qu'on peut résister aux mesures de misère imposées par la haute banque et la grande industrie en collaborant politiquement avec des hommes et des partis qui leur sont directement inféodés.

Voilà le type de "mobilisation ouvrière" que la C.G.T. conçoit ! A peine les masses sont-elles poussées à la lutte par l'aggravation des conditions économiques, que la C.G.T. et le P.C.F. fignolent soigneusement leur programme de rechange pour le capital qui, laissant en place l'Etat au service de la classe bourgeoise, substituerait en fait la démocratie fascissante au fascisme démocratisant. A peine les salariés commencent-ils à se convaincre que, pour obtenir quelque résultat, il faut vraiment se battre, que les opportunistes des syndicats et de la politique sont déjà acoquinés avec les partis qui représentent la seule et vraie cause de toute aggravation du sort des salariés: l'exploitation capitaliste de la force de travail.

Dans la bouche des opportunistes, une formule radicale a toujours double sens. En langage de classe, briser le blocage des salaires cela veut dire imposer par la force et l'intransigeance revendicative des ouvriers coalisés des conditions de vie et de travail moins mau-



## briser la collaboration de classe des syndicats

vaises, étant bien entendu qu'en régime capitaliste tout "avantage" acquis au prix de la lutte doit être continuellement défendu ou reconquis par la lutte. Tout résultat immédiat de quelque importance ne peut être acquis que par l'usage des seules armes de la classe ouvrière: la grève généralisée et illimitée dans le temps. Tout objectif, aussi précaire et aléatoire qu'il soit, exige le déploiement par les ouvriers d'une force considérable.

Cette force, la masse des salariés la possède indiscutablement. Mais elle ne peut s'en servir qu'à une condition fondamentale: savoir que le déblocage des salaires, par exemple, n'est pas un but en soi, mais le début d'un conflit plus large et plus âpre; être fermement convaincue que, si elle parvient à arracher ce premier avantage sur le capital, la lutte ne se terminera pas pour autant dans l'euphorie d'une "victoire" électorale démocratique, comme le laisse sous-entendre la C.G.T., mais qu'au contraire elle ne fera que redoubler. Cela, l'opportunisme syndical se garde bien de le dire aux ouvriers. Etant, lui, fermement décidé, en raison même de son orientation de collaboration de classe, à se jeter dans le premier compromis qu'on lui proposera, il compte bien pour pouvoir le saisir sur l'essoufflement qui guette inévitablement les premières luttes d'envergure si les ouvriers ne sont pas avertis, dès avant le combat, de cette vérité aussi vieille que le capitalisme: tout succès immédiat n'est qu'une ouverture des hostilités sociales à un niveau plus élevé.

Pour cacher cette vérité, les dirigeants syndicaux disposent d'une arme très efficace dans l'état actuel de la psychologie ouvrière. "La grève illimitée, s'écrient-ils, mais c'est la révolution!". Eh bien non messieurs, vous mentez effrontément, et uniquement dans le but d'intimider les salariés, d'écraser leur volonté de lutte radicale sous le poids d'une perspective grandiose qui, de toute évidence, n'est pas actuellement à l'ordre du jour. La grève illimitée n'est pas l'assaut révolutionnaire final au pouvoir bourgeois; c'est au contraire le niveau le plus bas de la lutte des classes, au-dessous duquel il n'y a que capitulation et trahison. Mais au point où le mouvement prolétarien est tombé par vos bons soins, c'est tout de même le premier pas vers la reprise de la lutte ouvrière, la déclaration de guerre des exploités aux exploités, la pulvérisation du pacte de collaboration de classe passé entre syndicat et patronat, la première et modeste étape d'une route, longue et rude sans doute, mais dont le terme ne peut être que l'alternative qui domine tout notre siècle: ou la dictature du capital, ou celle du prolétariat.

Cela, si les ouvriers l'ignorent encore, vous, messieurs les opportunistes, vous le savez aussi bien que nous et c'est pourquoi vous avez choisi l'autre voie, celle qui est conforme à la logique de vos capitulations antérieures: la voie des compromis politiques avec les partis bourgeois, la voie des compromis économiques avec l'Etat de classe. Voilà votre "orientation" de "lutte" pour "briser le blocage des salaires": celle des transactions et des compromis. Revenus les mains vides de chez Pompidou, dès le lendemain de la grève du 18 mars, vous y retournerez sans vergogne, toujours prêts à négocier l'agitation ouvrière contre un chiffre d'augmentation un peu moins

famélique... afin de faire gagner à la prospérité du capital quelques nouveaux mois de répit.

Prolétaires, vous n'avez choisi ni le moment ni les conditions du combat; c'est l'offensive du capital qui vous y a acculés. Vous êtes divisés, trahis, au terme d'une longue suite d'échecs et de capitulations. Et pourtant, s'il faut vous battre, c'est de VOUS et de VOUS SEULS qu'il dépend que la lutte soit efficace ou désastreuse. Entre vous et votre adversaire social, la classe capitaliste, se dresse l'écran de la politique de collaboration de classe des syndicats. Pour POUVOIR vous battre il faut le déchirer. Au moment où vos dirigeants syndicaux vous parlent (enfin !) d'intransigeance, ils préparent le compromis, ils prennent leurs dispositions pour brader le mouvement dans lequel ils vous auront lancés. Soyez fermes pour exiger de vraies grèves. Le patronat et le gouvernement vous opposent un front compact, ne tolérez pas que vos dirigeants vous envoient au combat en ordre dispersé. A leurs phrases creuses sur l'unité d'action - que sabote toujours, au dernier moment, le syndicat jaune de service - opposez-leur la réalité de cette unité dans la lutte. Exigez la grève simultanée de toutes les catégories et la grève illimitée, poursuivie jusqu'à satisfaction complète. Battez-vous de telle sorte que votre unité de classe en sorte renforcée: pas pour une foule de revendications contradictoires et particularistes, mais seulement pour deux objectifs essentiels intéressant toute la classe ouvrière: REDUCTION DE LA JOURNEE DE TRAVAIL; AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES, LE POURCENTAGE ETANT PLUS FORT POUR LES SALAIRES LES PLUS BAS.

Soyez vigilants. Méfiez-vous des manoeuvres, de "l'arbitrage", des "tables rondes" où vos représentants siègent aux côtés des hommes du patronat, sous l'oeil scrutateur du ministre. Rappelez-vous l'expérience des mineurs et des marins, qui ont aveuglément mis leur sort dans les mains des responsables syndicaux, sans en surveiller les gestes, et ensuite se sont trouvés devant le fait accompli des accords scélérats passés par les syndicats avec les patrons. Constituez vos comités de grève, seuls responsables devant vous pour toute décision touchant à la grève et contrôlez-les étroitement: seulement ainsi vous avez quelque chance de ne pas être une nouvelle fois dupés.

Prolétaires, quelle que soit l'ampleur des mouvements revendicatifs qui se préparent, le moment viendra tôt ou tard où l'ensemble des salariés sera propulsé irrésistiblement dans la lutte pour la défense de ses conditions de vie. Alors, ou bien les dirigeants des syndicats réussiront encore une fois à vous tenir en mains, à vous imposer leurs méthodes et leurs "solutions" - et ce sera encore une fois la défaite, le découragement, une situation pire que si la lutte n'avait pas eu lieu; ou bien vous réussirez à rejeter la politique de honte et de capitulation qu'ils vous imposent et alors, non seulement les grèves aboutiront à des résultats, mais encore vous retrouverez l'orgueil d'être des hommes et non des esclaves du Capital, vous retrouverez la conscience d'appartenir à une classe compacte et puissante, luttant pour ses intérêts propres et pour sa mission historique révolutionnaire: abattre le Capital et son Etat !

Lettre de Belgique:

# ENCORE DES VICTIMES DE LA PROCHAINE GUERRE IMPERIALISTE

Le 25 février dernier, au Sénat, le ministre de la Défense nationale déclarait: "Je suis pleinement conscient de la haute mission qui nous est donnée lorsque tous les jeunes gens nous sont confiés durant un an", et il affirmait que le pays pouvait être fier de ses forces armées qui "constituent un milieu où l'esprit de sacrifice et de dévouement reste vivant".

Le lendemain, au camp de Beverloo, quatorze soldats étaient intoxiqués par les gaz dégagés par un pot fumigène. Le 2 mars l'un d'eux mourait. Un second dans la nuit du 5 au 6. Un troisième le 8, malgré deux trachéotomies. Le nez, la gorge et les poumons brûlés par le chlorure de zinc.

C'est cinq jours après le premier décès que les journaux donnaient connaissance des faits. Au cours d'un exercice, un sergent instructeur avait donné ordre aux hommes de son groupe de passer sous une route en empruntant une conduite en béton de 18 mètres de long, d'une section de 1,05 m sur 0,75 m où un engin fumigène devait être mis à feu.

Les dix soldats le plus gravement atteints par les gaz toxiques furent étendus sur des toiles de tente. Dans le vent et sous la pluie ils continuèrent à tousser, à cracher et à saigner du nez durant une heure et demie avant d'être transportés à l'hôpital militaire de Bourg-Léopold... dans un camion de ravitaillement encombré de marmites et de casseroles. Le très catholique ministre de la Défense nationale affirma quelques jours plus tard, à la Chambre, que ce délai n'avait rien d'anormal... Cinq jours après quatre autres soldats étaient hospitalisés à leur retour d'une permission que l'on n'avait pas songé à leur retirer pour les mettre en observation, alors que dans l'armée belge - comme dans les autres - les congés sont supprimés pour une peccadille.

Mais il fallait un coupable: on arrêta le sergent instructeur qui ignorait tout d'un "Document G-160" où sont expliqués la nature, la composition et les dangers du pot fumigène qu'il avait reçu l'ordre de faire mettre à feu dans le tunnel et sur lequel n'était pas appliquée la pastille rouge signifiant "danger". Ce document est réservé aux officiers, lesquels restent au mess durant les exercices accomplis conformément aux instructions qu'ils ont données aux sous-officiers, ceux-ci devant ignorer ce qui n'est destiné qu'aux premiers. (Si l'on nie - contre toute évidence - la division en classes dans l'armée, l'esprit de caste y reste florissant).

Nous n'avons rien trouvé dans la presse à propos des funérailles du premier soldat décédé. Sa mère avait dit: "Mon fils a été assassiné"; alors on a probablement jugé qu'il valait mieux le laisser porter en terre sans cérémonies. La famille de la seconde victime a refusé les honneurs militaires; malgré cela, cinq chacals galonnés - un général représentant le ministre et quatre officiers supérieurs - auxquels personne n'a eu le courage de dire que leur présence était une insulte,

assistaient à l'enterrement. Pour celui du troisième soldat sacrifié sur l'autel de la patrie, les autorités civiles et militaires ont pu, tout à loisir, déployer leur mise en scène: un général, un colonel, des commandants, des capitaines, un aumônier, deux détachements de l'armée, une unité scoutée, l'hymne national. La grande, l'ignoble comédie patriotique à laquelle on a fait participer la dépouille d'un jeune gars tué à dix-huit ans par les brutes galonnées que le Capital entretient - ce Capital qui nous exploite jusqu'à la mort et au-delà lorsqu'il le peut.

C'est le 12 mars seulement que dix rescapés ont pu être transférés à l'hôpital militaire de Bruxelles où ils furent accueillis par le ministre en personne. La présence de cet illustrissime personnage ne semble pas les avoir fort impressionnés; il suffit, pour s'en rendre compte, de lire leurs déclarations à la presse que celle-ci a bien entendu édulcorées.

Le 18 mars, deux d'entre eux sont gardés à l'hôpital, aux autres on accorde généreusement un congé de convalescence d'un mois. Le lendemain, le dernier soldat, jugé jusque là intransportable, est ramené à Bruxelles; un général-médecin et un général-aviateur l'attendent, prêts à lui farcir le crâne de leur baratin patriotique et paternaliste.

Certes on se met moins en frais en temps ordinaire, lorsque, dans l'une ou l'autre unité, se produit un accident souvent mortel provoqué la plupart du temps par la fatigue. Les lavettes du journalisme n'en parlent même pas. D'ailleurs, puisqu'on prévoit un "déchet humain" de 5 % au cours des manoeuvres de l'OTAN, la glorieuse et valeureuse armée belge peut bien s'en permettre 2 à 3 % sans qu'il faille crier au scandale.

Il faut vraiment que les victimes soient nombreuses comme l'année dernière, lorsqu'un avion militaire transportant des parachutistes fut abattu, en Allemagne, par des canons anti-aériens anglais; ou que la famille engage des poursuites, comme l'année dernière encore après la tentative de suicide à la prison militaire de Charleroi d'un jeune soldat que l'on transporta mourant à l'hôpital... de Bruxelles (plus de 50 Km par la route), il faut de tels cas impossibles à dissimuler pour que les courtisans intellectuelloïdes de la "grande" presse s'émeuvent, s'apitoient et même aillent jusqu'à s'indigner.

Les faits que nous venons de rapporter en ont soulevé de l'émotion, de l'apitoiement, de l'indignation. Tous s'y sont mis: le gouvernement, la Chambre, le Sénat, les partis et leurs groupes parlementaires, les syndicats. Cela n'a pas empêché Segers, le ministre de la Défense nationale, de refuser la proposition socialiste de formation d'une commission parlementaire d'enquête (la pitié chrétienne ne doit pas faire perdre sa lucidité à un homme d'Etat social-chrétien); ni le groupe parlementaire socialiste de mettre sa proposition au rancart en déclarant qu'il la représenterait si les résultats de l'enquête militaire étaient insuffisants (l'humanitarisme "socialiste" ne doit pas mettre en péril un gouvernement on ne peut plus "social").

Il faut dire qu'à l'égard de la jeunesse l'attitude des partis bourgeois, et nous comptons parmi eux ceux qui se prétendent socialistes, réclame beaucoup d'astuce. On encense, on cajole les jeunes car ils constituent une clientèle non négligeable du point de vue commercial



le culte de la technique et de la mode aidant, tout autant que du point de vue électoraliste dans un pays où le "droit" de vote a été transformé, par la loi, en obligation de voter. Mais d'autre part pour édifier et maintenir une armée capitaliste efficace, prête à servir demain dans un nouveau carnage impérialiste ou pour la répression de mouvements insurrectionnels, il est nécessaire que ces jeunes gens que l'on a flattés et abrutis soient transformés en robots dans les casernes où ils sont livrés à l'arbitraire d'une kyrielle de gradés bornés et arrogants, l'élite de la nation.

Face à ce scandale de Beverloo qui s'est soldé par trois morts (et dans quel état se trouvent les rescapés ?) les techniciens en gauchisme, redresseurs du parti pseudo-socialiste, proclament l'inutilité de l'armée traditionnelle. Partisans, en parfaits gradualistes qu'ils sont, des réformes de structure de la société bourgeoise, ils veulent réformer les structures de l'armée bourgeoise... Avec leurs confrères en réformisme, rangés derrière la bannière de Khrouchtchev ou celle de Mao Tsé-toung, ils "exigent" de la bourgeoisie qu'elle démocratise son armée et la retire de l'OTAN.

En supposant, contre toute vraisemblance, que ce résultat soit atteint, l'armée cesserait-elle pour autant d'être un des principaux piliers de l'Etat bourgeois, l'une de ses pièces maîtresses, l'instrument de répression par excellence des mouvements grévistes ou insurrectionnels (on vient de le voir au Gabon, on l'a vu et on le voit en Indochine et en Algérie, on continue de le voir en Angola) ? Pour nous, il n'y a pas plus de réforme possible de l'armée bourgeoise que de la société bourgeoise dans son ensemble.

L'anti-militarisme prolétarien - et il n'a absolument rien à voir avec le pacifisme, même limité à la bombe atomique - passe par la lutte révolutionnaire contre l'Etat capitaliste qui, une fois détruit de fond en comble, sera remplacé par l'Etat de la dictature du prolétariat laquelle érigera ses propres moyens de défense - et d'attaque. Voilà ce qu'après Marx, Engels et Lénine, nos maîtres, nous ne cessons de répéter face aux gauchocrates de toute espèce.

-----  
B U L L E T I N     D ' A B O N N E M E N T

NOM & ADRESSE .....

.....

.....

SOUSCRIT UN ABONNEMENT (rayer les mentions inutiles):

- à PROGRAMME COMMUNISTE (normal: 9 F  
de soutien: 20 F

- au PROLETAIRE (normal: 2 F  
de soutien: 5 F

- combiné à PROGRAMME COMMUNISTE et LE PROLETAIRE: 10 F

Versements à Programme Communiste, C.C.P. 2202 22 - MARSEILLE

# LE PASSEPORT DE TRAVAIL EN U.R.S.S.

Ce que l'on appelle l'accumulation primitive du capital ne ressemble en rien à une "construction pacifique" de l'économie mercantile; qu'on la baptise "socialiste" ou bourgeoise. Le paysan dépossédé de sa terre, l'artisan jeté à la rue sont contraints de vendre leur force de travail au capitaliste qui les exploite jusqu'aux limites de leur résistance physique, les licencie ou les déplace à des centaines de kilomètres dans les bas-fonds industriels où gronde la révolte.

Comme l'Europe du siècle dernier, la Russie stalinienne a connu cette époque de misère et de répression. Comme l'Europe des premières insurrections ouvrières, l'Etat russe a voulu surveiller, encadrer et mater la masse énorme et mouvante de ses prolétaires. Tel fut l'objet du Livret de travail. Déjà en vigueur dans la France de Napoléon III, il fut introduit par Staline en 1932 et joua bien vite en Russie le même rôle policier que le vieux passeport intérieur du tsarisme. Les déportés politiques et leurs familles, les "suspects" de toute sorte se voyaient retirer leur livret de travail. L'ouvrier quittant une usine sans le consentement de son directeur devait lui laisser son livret. Sans livret, pas de travail, pas de soutien. On était rejeté dans l'armée de réserve du capital, on était à la merci d'une arrestation, d'un transfert sur les chantiers de Sibérie ou dans un camp. Voilà ce que fut sous Staline le régime de l'accumulation capitaliste

## LA "DESTALINISATION"

La Stampa en Italie et la Frankfurter Allgemeine en Allemagne, deux journaux de la grande industrie et de la haute finance, ont un trop bon flair pour ne pas se réjouir de l'évolution actuelle des structures économiques en U.R.S.S. et dans tout le "bloc oriental". La première note la transformation de quatre-vingt "industries populaires" de l'Allemagne de l'Est en "Konzern (cartels) socialistes" (!!!) dirigés par "des techniciens frais émoulus de l'université et investis du droit de choisir leurs propres clients" (quelle merveille... socialiste !); le second se félicite de ce qu'Ulbricht propose l'application à la R.D.A. des dernières "théories économiques" russes.

Mais citons le résumé que donne La Stampa de la "page entière" consacrée par la Frankfurter Allgemeine à l'évolution économique de l'Allemagne de l'Est:

"Ce qui est en train de se produire dans l'Allemagne communiste (!!) mérite la plus grande attention... Le premier fait important est que les Konzern socialistes sont en train de se transformer en entreprises dont la structure ne diffère guère (ou pas du tout ?) de celle des industries capitalistes. Les vieilles entreprises populaires dépendaient dans tous les domaines de l'Office central pour la planification, qui s'appelle aujourd'hui Conseil d'Etat pour l'économie. Au contraire, il a été accordé aux Konzern des facultés qui autorisent la comparaison avec les entreprises capitalistes. Le profit d'entreprise, les bilans, le rendement et même les investissements

et du livret de travail.

Avec le temps et la "déstalinisation", le livret de travail a perdu son caractère répressif et le passeport a pris l'aspect d'une bourgeoise et démocratique carte d'identité. Tout un chacun peut se le procurer; et en démocratie il suffit d'avoir une "identité" pour acquérir le droit de bernier et d'exploiter son voisin. Selon la Pravda, il n'en coûte que 5 kopecks de se faire établir un livret "égaré" et l'on demande 10 roubles pour un nouveau passeport ! Nous croirons donc facilement Khrouchtchev lorsqu'il déclare que les "fainéants" et les "éléments anti-sociaux" n'ont aucun mal à obtenir des livrets vierges et des cartes de faveur. Mais la lutte contre ces parasites n'est pas l'unique raison de la récente campagne pour le passeport de travail. D'autres motifs plus honteux pour le "libéralisme" khrouchtchevien ont poussé le gouvernement soviétique à chercher, dans le passeport de travail, à combiner les avantages "démocratiques" de la carte d'identité et la contrainte économique et sociale du livret de travail stalinien.

Dans son discours du 28 février 1964 à la conférence des dirigeants de l'économie, Khrouchtchev introduit ses considérations sur le passeport de travail par ces remarques: "Les chefs d'entreprise expliquent souvent l'échec des plans de construction par le manque de force de travail". Au XIII<sup>e</sup> congrès des syndicats soviétiques, en octobre dernier, le secrétaire général Grichine se plaignait de l'extrême mobilité de la main-d'oeuvre. Voici enfin ce qu'écrivait un ouvrier "inspiré" à la Pravda du 29 février: "Pour la seule année écoulée, près de 100 ouvri-

## DE L'ECONOMIE "

entrent dans leurs attributions. Ulbricht lui-même a déclaré: "Même en matière d'investissements, les directeurs généraux des Konzern ont à apprendre des entreprises capitalistes". Et à une autre occasion il a ajouté: "Il vaut mieux prendre le risque de décisions erronées de la part du directeur du Konzern que de lui dénier a priori le droit de les prendre". Le principe du profit, banni jusqu'ici, se reflète également dans une autre innovation: les primes pour les maîtrises qui ont obtenu un bon rendement. On reconnaît donc aux directeurs des Konzern une responsabilité directe et même une autorité dont leurs collègues ne jouissaient pas".

Il semble toutefois que quelqu'un ait fait observer que, cette voie une fois prise, il sera impossible de s'arrêter en chemin. Mais Ulbricht a répondu à tout: "il faudra voir, a-t-il répliqué, les choses pratiquement, un cas après l'autre, selon la conception de Karl Marx". Réponse typique du stalinien ou du khrouchtchevien: le marxisme est devenu la théorie du "cas après l'autre", y compris évidemment le "cas" où l'économie socialiste s'identifie complètement à l'économie capitaliste !

Le quotidien capitaliste de Francfort a bien raison de dire que cette réforme de l'économie est "une réalité de grande signification, non seulement économique, mais surtout politique". Les bourgeois ne peuvent en effet que s'en frotter les mains !

ers ont quitté l'usine "de leur propre volonté". Qu'est-ce que leur propre volonté ? Car, enfin, cette volonté nous ne l'avons pas ni moi ni mes camarades qui avons donné à la production jusqu'à 20 et 30 ans de notre vie. L'usine est devenue notre seconde demeure, notre fierté, notre conscience. Pour eux, elle est un bureau de passage. Le passeport de travail doit porter la raison véritable du départ d'une usine."

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'après la saignée de 20 millions de prolétaires russes dans la guerre "anti-fasciste", l'U.R.S.S. n'a pas encore retrouvé son armée industrielle de réserve, si abondante sous Staline. Cela, nous l'avons prévu, voici des années, dans notre brochure "Dialogue avec les morts". Elle n'a même pas aujourd'hui la main-d'oeuvre nécessaire pour exécuter ses "plans" sans trop de déséquilibres ni de tensions sur le marché du travail. Aussi les ouvriers se font-ils plus exigeants et n'hésitent-ils pas à changer d'entreprise s'ils y trouvent un avantage. Surtout, il est plus difficile de les faire trimer pour la "patrie socialiste" et de leur inculquer que l'usine est leur "seconde demeure", leur "fierté", leur "conscience". Car l'usine est un bague.

Toutes les mesures "sociales" prises récemment par Moscou poursuivent le même but d'une exploitation accrue des prolétaires russes. La réduction de la journée de travail vise à accroître la productivité horaire. La réorganisation des salaires et la critique de l'ancien "égalitarisme" ont fait triompher le système des primes et des catégories. Mais cela ne suffit pas. Le capitalisme russe craint que sans une armée de réserve suffisante, les contradictions qu'il accumule n'éclatent trop vite entre ses mains. D'où le recours à la contrainte et au passeport de travail.

Il n'est pas de grand pays capitaliste qui ne possède son armée industrielle de réserve et ne fonde sur son exploitation les bases de sa "démocratie". L'Amérique a ses Noirs et ses Porto-Ricains; la France a ses Algériens; l'Allemagne ses réfugiés. L'U.R.S.S. a encore sur les bras les cadavres de la guerre impérialiste. Peut-être aura-t-elle demain ses travailleurs noirs et algériens, comme elle aura ses chômeurs et ses grévistes. Alors elle troquera le passeport de travail contre la carte nationale d'identité et elle deviendra une "démocratie véritable". Mais peut-être aussi que les prolétaires russes mettront fin bien avant à leur exploitation !

---

## Les chinoiserries de la "gauche" française

Ballotée par le flot des révisions, ajustements et autres tournants du stalinisme, la "Gauche" sans principe s'accroche aux premières illusions venues de Moscou, de Pékin ou de Cuba pour justifier son parasitisme politique sur le terrain des luttes de classe. Après avoir idolâtré Staline, applaudi Tito, porté les valises de Ben Bella pour se faire pardonner sa trahison du prolétariat algérien dans la révolution anti-coloniale, elle découvre aujourd'hui le "socialisme" chinois.

"Les travailleurs de tous les pays, écrivait en novembre 63 la Véri-

té, doivent défendre la révolution chinoise comme l'une de leurs principales conquêtes, l'un de leurs principaux bastions dans leur combat international contre l'impérialisme". Il fallait que le "trotskisme" qui s'est illustré si piteusement par sa "défense de l'U.R.S.S." soit aussi le premier à lancer le mot d'ordre de "défense de la Chine" repris en chœur par l'Internationale, la Voie Communiste et autres feuilles et groupuscules recueillant les déchets du stalinisme.

Mais que signifie "défendre la Chine" ou "défendre la révolution chinoise" ? Ceux qui se gargarisent de cette formule sont eux-mêmes incapables de le dire, car c'est une formule de confusion. Ils ne veulent pas voir que la "révolution chinoise" a donné naissance à un Etat bourgeois de "démocratie populaire" qui prêche l'union de toutes les classes et exprime la domination politique du capital dans la Chine moderne. Cet Etat n'a pas besoin de nos "progressistes" pour se défendre: il a son gouvernement, son armée, sa diplomatie assez habile pour se faire reconnaître par les politiciens et les marchands de l'Occident. Sa politique économique, visant à transformer la Chine arriérée, essentiellement agricole, en une grande puissance industrielle ne représente ni plus ni moins que le programme de l'accumulation capitaliste. Voilà ce qu'a donné la "révolution chinoise: un Etat dont tous les caractères politiques, économiques et sociaux dénoncent la nature et les objectifs bourgeois.

Les conditions dans lesquelles la Chine a conquis son indépendance et développe aujourd'hui son économie sont les plus difficiles et les plus réactionnaires que l'histoire ait connues. Elle a dû combattre à la fois l'Europe, l'Amérique, le Japon et la Russie dite "socialiste", appelant des centaines de millions d'hommes à la lutte politique et armée. Mais les conditions de cette lutte elle-même ont été aggravées par la contre-révolution russe. Venant au secours de l'impérialisme mondial, l'Internationale de Moscou a lié le sort du prolétariat chinois à celui de sa bourgeoisie et le parti communiste au parti de Tchang Kai-tchék. Ordre fut donné de ne pas rompre le front national anti-impérialiste, de ne pas dépasser "l'étape" démocratique, de ne pas transformer la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne, en un mot de ne pas suivre l'exemple de l'Octobre russe. Comme la "défense de la révolution russe" sous le gouvernement de Kérensky, la "défense de la Chine", pour les prolétaires chinois, c'est d'abord l'histoire de leur défaite dans le "bloc des quatre classes".

Les "défenseurs" de la Chine admettent volontiers que Moscou a trahi la révolution chinoise, mais ils répandent l'illusion que le "socialisme" de Mao ait pu redresser cette politique, que du mouvement paysan ait pu surgir un "nouveau" parti marxiste et que les réformes petites bourgeoises de l'agriculture chinoise donnent quelques promesses de "développement socialiste". Selon eux, la preuve de cette "évolution" se trouverait dans la querelle sino-soviétique.

Il est difficile d'être plus loin du marxisme ! De la façon la plus banalement idéaliste, ces Messieurs ne voient dans la rupture entre Pékin et Moscou qu'un "schisme" politique, la conséquence (malencontreuse !) d'un conflit purement idéologique au nom de l'orthodoxie marxiste. Après un demi-siècle de contre-révolution, Russes et Chinois n'en sont plus là. Ils se battent seulement pour des raisons bien matérielles: conflit classique entre les intérêts du jeune capitalisme chinois



avide de capitaux et de machines et ceux de l'impérialisme russe qui mène sur d'autres terrains sa compétition avec l'Amérique. La "défense de la Chine" n'a d'autre but que de camoufler la nature de ces conflits entre Etats en présentant la enième version d'un "socialisme national" qui prolonge l'asservissement des prolétaires à la démocratie bourgeoise et au capital.

En Chine donc, la révolution bourgeoise est terminée; la révolution prolétarienne ne s'est pas faite. Là, comme ailleurs, le prolétariat n'a rien à défendre et tout à conquérir. Au cours des soubresauts et des crises du capitalisme chinois, il rencontrera de nouvelles chances de s'organiser en classe, de lutter pour ses intérêts de classe et de retrouver le chemin de sa révolution. Mais ce chemin passera par la rupture du "bloc des quatre classes", par le renversement de la "démocratie populaire" et par la dénonciation du "socialisme chinois". Que faites-vous, Messieurs les "défenseurs" de la Chine, pour faciliter cette marche, pour déblayer le terrain des luttes futures ? Vous diluez dans le mouvement paysan la nature de classe du parti communiste de demain. Vous essayez d'étouffer sous le "socialisme national" son caractère internationaliste. Mais votre "socialisme paysan", votre "révolution démocratique", appartiennent au passé, à la Chine pré-bourgeoise. La révolution du prolétariat chinois se fera sans vous et même contre vous.

En Chine comme en Europe, vous avez tenté d'identifier les intérêts du prolétariat et ceux de la démocratie bourgeoise. Votre "progressisme" petit-bourgeois était devenu si honteux et si réactionnaire en Occident que vous lui avez cherché en Asie une seconde jeunesse. Mais là aussi votre heure est passée !

---

## LES FALSIFICATEURS

Sous le titre "Vive la Commune de Paris", l'Humanité écrit: "Premier exemple au monde du pouvoir prolétarien, la Commune a montré au cours de sa brève existence que le socialisme signifie à la fois la démocratie la plus large, le progrès social le plus décisif, l'incarnation profonde de l'intérêt national". Nous dirons, nous, qu'en quelques lignes L'Humanité réalise le tour de force de falsifier complètement les enseignements de la Commune.

Tous les historiens et publicistes qui ont écrit sur la Commune parisienne de 1871, des réformistes aux anarchistes, se sont accordés à lui reconnaître avant tout un caractère internationaliste, et Marx en a tiré l'enseignement politique fondamental selon lequel, après 1871, c'en est fini, en Europe, de tout appui ouvrier à la défense et aux intérêts de la nation car désormais, écrivait-il, "tous les gouvernements sont ligüés contre le prolétariat". Il faut être arrivé à

une période de contre-révolution aussi profonde que la période actuelle pour qu'une falsification aussi monstrueuse que celle que commet L'Humanité puisse être imprimée sans réaction.

Mais l'aspect le plus odieux et le plus grave de cette falsification est celui qui assimile la Commune de 1871 et le socialisme à la "plus large démocratie". Écoutons ce qu'en disait déjà Lénine en 1917, à l'adresse du renégat de la II<sup>e</sup> Internationale, Kautsky, dont les khrouchtcheviens d'aujourd'hui peuvent légitimement se reconnaître les héritiers politiques (Tous les passages cités sont tirés des Oeuvres Choisies; Tome II; Editions en langues étrangères; Moscou, 1954).

"La dictature - écrit Lénine - est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et qui n'est lié par aucune loi. La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi" (p.35).

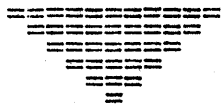
Kautsky, déformant sciemment Marx, avait affirmé que la dictature du prolétariat découlait nécessairement de la "démocratie pure". Cette démocratie pure, ce n'est rien d'autre que la "démocratie rénovée" ou "véritable" de nos actuels thoreziens; autrement dit, ce n'est rien d'autre que la démocratie parlementaire et bourgeoise. Voilà ce que Lénine répondait à Kautsky (et donc aussi à Thorez):

"Tout d'abord, on sait que la fleur, l'état-major, la crème de la bourgeoisie s'étaient enfuis de Paris à Versailles. A Versailles se trouvait le "socialiste" Louis Blanc, ce qui confirme la fausseté des affirmations de Kautsky selon lesquelles "tous les courants" du socialisme participaient à la Commune. N'EST-IL PAS RIDICULE DE PRESENTER COMME "DEMOCRATIE PURE" AVEC "SUFFRAGE UNIVERSEL" LA DIVISION DES HABITANTS DE PARIS EN DEUX CAMPS BELLIGERANTS DONT L'UN REUNISSAIT TOUTE LA BOURGEOISIE MILITANTE ET POLITIQUEMENT ACTIVE ?" (p. 39). "En second lieu, la Commune luttait contre Versailles, en tant que gouvernement ouvrier de France contre le gouvernement bourgeois. QUE VIENNENT FAIRE ICI LA "DEMOCRATIE PURE" ET LE "SUFFRAGE UNIVERSEL" PUISQUE C'ETAIT PARIS QUI DECIDAIT DU SORT DE LA FRANCE ?" (p. 40). Plus loin encore: "Marx et Engels ont montré que la Commune supprimait l'armée et la bureaucratie. SUPPRIMAIT LE PARLEMENTARISME, DETRUISAIT CETTE EXCROISSANCE PARASITAIRE QU'EST L'ETAT" (p. 41).

Il faudrait reproduire toutes les pages où Lénine fustige le philistin Kautsky (et donc le néo-philistin Thorez), mais le manque de place nous oblige à ne citer que ces deux passages, qui vont comme un gant à nos actuels "communistes" ignorant le conflit entre les classes pour

combattre les moulins à vent des "monopoles" et parlant de la "démocratie véritable" pour cacher qu'ils adhèrent pleinement à la démocratie capitaliste:

"A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on NE PEUT PARLER DE "DEMOCRATIE PURE", MAIS SEULEMENT DE DEMOCRATIE DE CLASSE" (p. 42). "Kautsky jette tout simplement de la poudre "savante" aux yeux des ouvriers à seule fin de ne pas avoir à parler de la nature bourgeoise de la démocratie actuelle, C'EST A DIRE DE LA DEMOCRATIE CAPITALISTE".



## NOS RÉUNIONS

### AIX-EN-PROVENCE

Mercredi 22 avril à 21 h.

Salle de la Mutualité, rue Espariat

CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS

### PARIS

Jeudi 30 avril à 21 h.

Salle Lancry, 10 rue de Lancry (X)

EFFICACITE IMMEDIATE OU FORCE REVOLUTIONNAIRE ?

### MARSEILLE

Samedi 16 mai à 21 h.

"A l'Artistic", cours Joseph Thierry

MARXISME REVOLUTIONNAIRE ET ANARCHISME

(1917 en Russie ; 1936 en Espagne)